

ASSEMBLÉE NATIONALE

25 juin 2021

PROTECTION DES ENFANTS - (N° 4264)

Non soutenu

AMENDEMENT

N ° AS132

présenté par

M. Bernalicis, Mme Autain, M. Coquerel, M. Corbière, Mme Fiat, M. Lachaud, M. Larive,
M. Mélenchon, Mme Obono, Mme Panot, M. Prud'homme, M. Quatennens, M. Ratenon,
Mme Ressiguier, Mme Rubin, M. Ruffin et Mme Taurine

ARTICLE 5

Après l'alinéa 2 les deux alinéas suivants :

« 1° bis (*nouveau*) Après le huitième alinéa de l'article L. 311-3, il est inséré un 8° ainsi rédigé :

« 8° La possibilité d'être assisté d'un avocat. » ; ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Par cet amendement, le groupe parlementaire de la France Insoumise propose d'inscrire, parmi les droits assurés à toute personne prise en charge par les établissements et services médicaux sociaux, la possibilité d'être assisté par un avocat.

Si la volonté de cet article de mieux protéger les enfants contre les violences, par la mise en place de projets d'établissement dédiés, est louable, elle ne suffit pas à protéger l'enfant en cas de survenue de ces violences.

Il convient donc, afin d'assurer la protection de l'enfant et la prise en compte de sa parole et de son intérêt supérieur, de permettre son accompagnement par un conseil tout au long de son parcours, comme le réclame le Conseil National des Barreaux et le Conseil National de la Protection de l'Enfance.